



**RÉGIONS
DE FRANCE**

Les chiffres clés
des Régions

Septembre
2016

Sommaire

Le nouveau découpage régional p. 4

Des territoires à accompagner p. 6

Régions françaises p. 8

Un budget réduit, mais qui soutient l'économie

Finances p. 10

Un équilibre compromis sans ressources dynamiques

Benchmark européen p. 12

Des Régions françaises moins puissantes que leurs homologues

Les priorités régionales p. 14

Transports et mobilité p. 16

Enseignement secondaire et supérieur p. 18

Emploi, formation et apprentissage p. 20

Economie, innovation et tourisme p. 22

Environnement et développement durable p. 24

Culture et sport p. 25

Fonds européens et agriculture p. 26

Le nouveau découpage régional

Un nouveau paysage depuis le 1^{er} janvier 2016



N Régions issues d'une fusion au 1^{er} janvier 2016



G Collectivités uniques (Département et Région) au 1^{er} janvier 2016

	Population	Superficie (Km ²)
Auvergne-Rhône-Alpes	7 874 586	69 711
Bourgogne-Franche-Comté	2 821 042	47 784
Bretagne	3 294 302	27 208
Centre-Val de Loire	2 582 374	39 151
Corse	326 898	8 680
Grand Est	5 560 405	57 433
Hauts-de-France	6 006 853	31 813
Île-de-France	12 073 914	12 011
Normandie	3 334 657	29 906
Nouvelle-Aquitaine	5 904 843	83 809
Occitanie	5 791 865	72 724
Pays de la Loire	3 716 068	32 082
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 989 435	31 400
Guadeloupe	400 132	1 703
Guyane	254 541	83 534
Martinique	378 243	1 128
Mayotte	226 915	2 504
Réunion	843 529	2 505

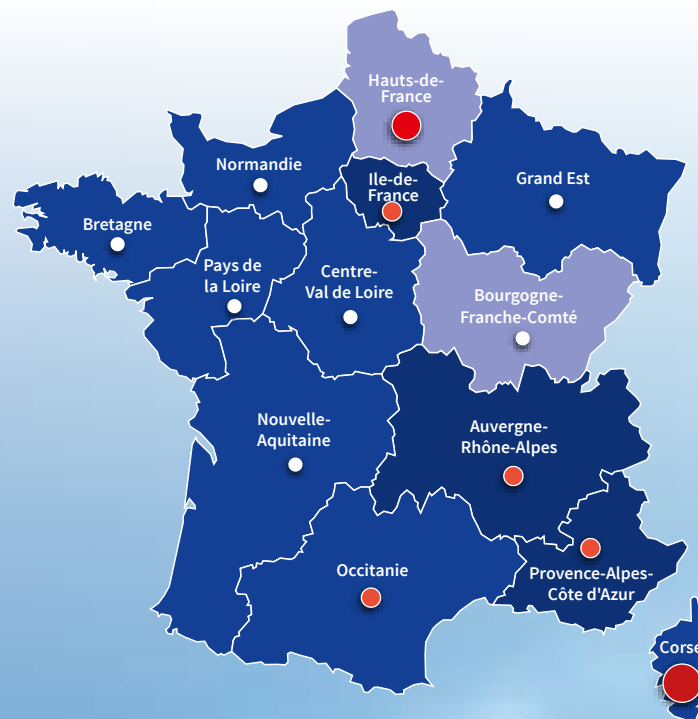
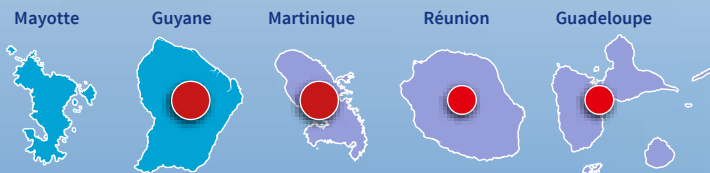
Des territoires à accompagner

Budget moyen Région / habitant

- ⇒ **502 €/hab** en métropole continentale.
- ⇒ **1 990 €/hab** dans les Régions insulaires.

Poids moyen du budget des Régions dans le PIB régional

- ⇒ **1,76 %** en métropole continentale.
- ⇒ **9,5 %** dans les Régions insulaires.



PIB par habitant (en euros)

- plus de 30 000
- de 26 000 à 30 000
- de 20 000 à 26 000
- moins de 20 000

Budget par habitant 2016

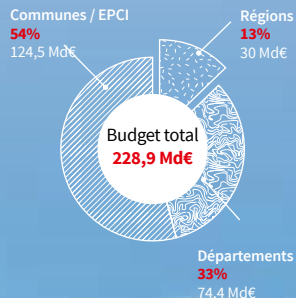
- plus de 1 500
- de 600 à 1 500
- de 500 à 600
- de 400 à 500

Un budget réduit, mais qui soutient l'économie

Avec près de 30 milliards d'euros de budget (opérations réelles), les Régions représentent 13% du budget total des collectivités. A titre de comparaison, le budget des Régions est 13 fois plus faible que celui de l'Etat (390Mds€).

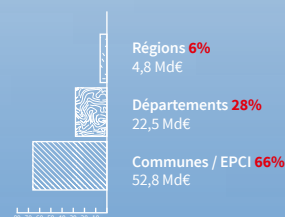
Budget total

en % total collectivités locales
(en milliards d'euros)



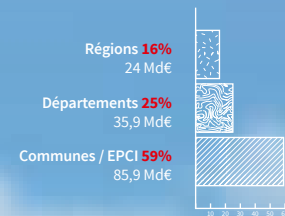
Impôts locaux

en % total collectivités locales
(en milliards d'euros)



Dettes

en % total collectivités locales
(en milliards d'euros)



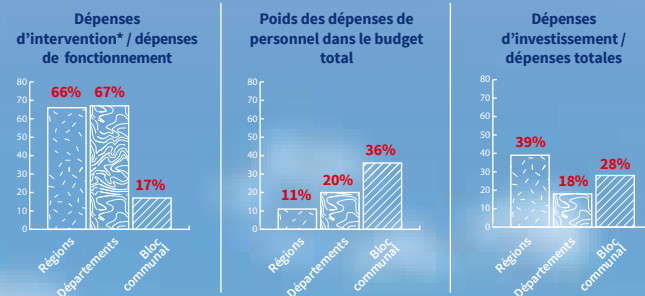
Dépenses de fonctionnement et d'investissement

Chiffres 2015	Régions	Départements	Communes / EPCI
Dépenses de fonctionnement	18,3 Md€	61,1 Md€	89,3 Md€
Dépenses d'investissement	11,7 Md€	13,4 Md€	35,2 Md€
Dont subventions en %	50,4%	29,1%	7,7%
Nombre d'agents (2012)	82 800	303 200	1 518 900
Dont agents de l'état transférés	69%	27%	N/A
Poids total Fonction Publique Territoriale (FPT)	4%	15%	77%

Sources : Observatoire des finances locales - Juillet 2016 - Dépenses réelles en milliards d'euros

Priorité aux dépenses préparant l'avenir

Les Régions ont fait le choix de l'action plutôt que celui de l'administration. Cela se traduit par de faibles dépenses de personnel et des efforts d'intervention et d'investissement qui les classent au premier rang des collectivités locales.



*Dépenses d'intervention: versements effectués dans le but d'aider ou de soutenir les ménages, les entreprises, d'autres entités publiques ou des associations

Un équilibre compromis sans ressources dynamiques

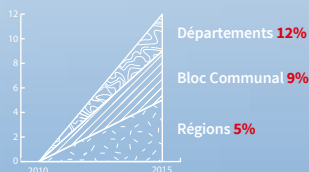
La réforme de la taxe professionnelle a mis à mal le modèle de financement des Régions et conduit, malgré leurs efforts de gestion, à une dégradation de leurs ratios financiers. Plus impactées par la baisse des dotations de l'Etat, les Régions doivent disposer de recettes dynamiques. Les transferts de la loi Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 ont été en partie compensés par des ressources fiscales.

Des recettes non maîtrisées et atones qui pèsent sur les équilibres financiers

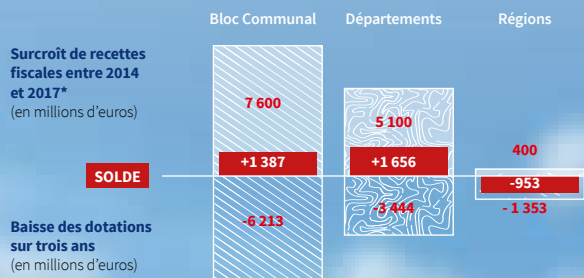
Un dynamisme des recettes de fonctionnement plus faible que celui des autres niveaux de collectivités.

Sources : Observatoire des finances locales - Juillet 2016

Evolution des recettes de fonctionnement entre 2010 et 2015



L'absence de dynamisme des ressources pénalise les Régions



*Evolutions prévisibles sur la base de la reconduction des évolutions fiscales enregistrées par chaque échelon sur 2009-2013

Source : Les Echos / Régions de France

Des ratios financiers qui se tendent

Ce problème structurel de recettes se traduit par une dégradation continue des ratios financiers des Régions : le taux d'épargne brute* est passé de 33% à 20,7% et la capacité de désendettement (durée nécessaire pour rembourser l'ensemble de la dette) atteint 5 ans en 2015.

	2006	2010	2015
Taux épargne brute	32%	25%	20%
Capacité de désendettement	2 ans	3 ans	5 ans

*Taux d'épargne brute : niveau de ressource interne dont dispose la collectivité pour financer ses investissements de l'exercice.

Plus 4,2 milliards d'euros de fiscalité à compter de 2017 pour compenser à l'euro-l'euro une partie des transferts de la loi NOTRe

Environ 4 Mds€ au titre des transports scolaires et interurbains

Doublément de la part de CVAE* de 25% à 50%

La compensation du renforcement de la compétence économique des Régions reste à traiter, à hauteur d'au moins 600 millions d'euros

*CVAE: Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises
Sources : Régions de France

BENCHMARK EUROPÉEN

Des Régions françaises moins puissantes que leurs homologues

Si la taille des Régions françaises les classe dans les premiers rangs européens, elles ne disposent en revanche pas d'une force de frappe budgétaire équivalente, ce qui pénalise le développement des territoires.

Nouvelles Régions françaises : les budgets restent modestes à l'échelle européenne

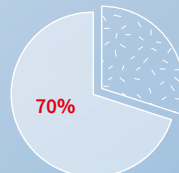
Comparaison avec les trois budgets régionaux les plus importants dans les pays voisins (en milliards d'euros).



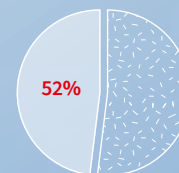
Source : Standard & Poor's Ratings Services, sur la base des données définitives et de nos estimations pour 2014. Notations au 21 septembre 2015.

Des homologues européens assis sur de la fiscalité sans réelle autonomie

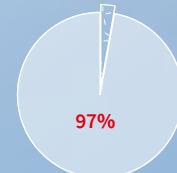
Part de fiscalité/total
ressources régionales
ALLEMAGNE



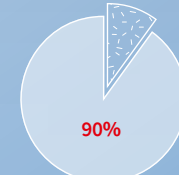
Part de fiscalité / total
ressources régionales
ESPAGNE



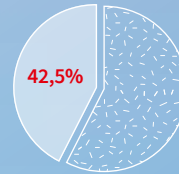
Part de fiscalité/total
ressources régionales
BELGIQUE



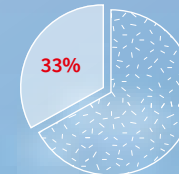
Part de fiscalité/total
ressources régionales
ITALIE



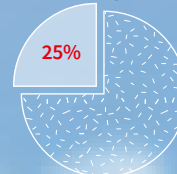
Part régionale de
l'impôt sur le revenu
ALLEMAGNE



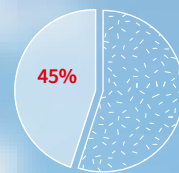
Part régionale de
l'impôt sur le revenu
ESPAGNE



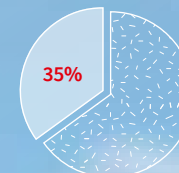
Part régionale de
l'impôt sur le revenu
BELGIQUE



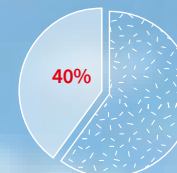
Part régionale de TVA
ALLEMAGNE



Part régionale de TVA
ESPAGNE



Part régionale de TVA
ITALIE



Sources : Régions de France

Les priorités régionales

(Fonctionnement et investissement)





TRANSPORTS ET MOBILITÉ

Acteurs de référence de la mobilité des territoires, les Régions consacrent annuellement 7,5 Milliards d'euros à cette compétence, ce qui en fait le premier poste de dépense. La majorité de cette dépense concerne le transport et les infrastructures ferroviaires.

Un effort croissant en faveur de la mobilité durable

(en milliards d'euros)

	2006	2011	2016
Dépenses de fonctionnement	2,8 Md€	3,8 Md€	4,5 Md€
Dépenses d'investissement	2,6 Md€	2,1 Md€	3 Md€

Sources : Comptes administratifs des Régions.

Chaque année les Régions transportent 300 millions de voyageurs en TER et 1 200 millions de voyageurs en Transilien

⇒ **5 200** Transilien / jour.

⇒ **7 500** TER / jour

Activité TER

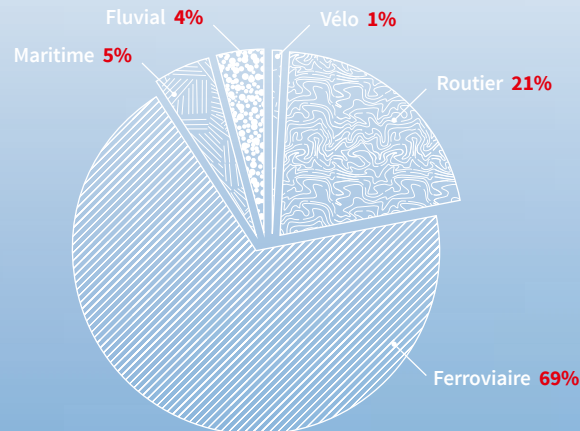
Avec **+ 49 % de voyageurs par rapport à 2002**, la prise en charge des TER par les Régions est un réel succès. Pour autant, alors que l'offre n'a progressé que de 21%, le coût de cette compétence ne cesse de croître : +95% sur la même période.

	2002	2006	2010	2014
Contribution d'exploitation (en millions d'euros)	1 400	1 940	2 445	2 860
Offre (en millions de trains.km)	137,8	150,8	158,9	166,3
Evolution / 2002		9%	15%	21%
Fréquentation (en milliards de voyageurs.km)	9,2	11,1	12,9	13,6
Voyageurs par train	67	74	81	82
Coût d'un KM pour l'autorité organisatrice (en euros)	10,2	12,9	15,4	17,2

Sources : Comptes administratifs des Régions, comptes des transports, calculs Régions de France.

Une contractualisation Etat-Régions en faveur de tous les transports

Les contrats de plan Etat-Régions (CPER) totalisent sur 2015-2020 des engagements de 23,3 milliards d'euros pour le volet transports et mobilité.



Le montant est susceptible d'évoluer en fonction des clauses de revoyure négociées par les Régions.

Sources : Régions de France

ET DEMAIN ?

Les Régions, responsables des transports interurbains et scolaires à compter de 2017

⇒ **2,1 Millions d'élèves** transportés chaque jour.

⇒ **100 000 services routiers** par jour (interurbains et scolaires).



ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET SUPÉRIEUR

En 2016, les Régions consacrent 6,6 milliards d'euros à la politique éducative dont 2,7 milliards d'euros d'investissement dans les établissements. L'enseignement n'est cependant plus le premier poste de dépense des Régions, les transports et la mobilité occupant ce rang.

Les Régions et l'enseignement

(en milliards d'euros)

	2006	2011	2016
Dépenses de fonctionnement	1,4 Md€	3,4 Md€	3,9 Md€
Dont en faveur lycées	1,1 Md€	3 Md€	3,3 Md€
Dépenses d'investissement	2,7 Md€	2,7 Md€	2,7 Md€
Dont lycées	2,4 Md€	2,3 Md€	2,2 Md€

Sources : Comptes administratifs des Régions.

Avec 2 160 000 lycéens dans 4 300 établissements, la dépense moyenne en 2016 est de 2 580 euros par élève.

Repas

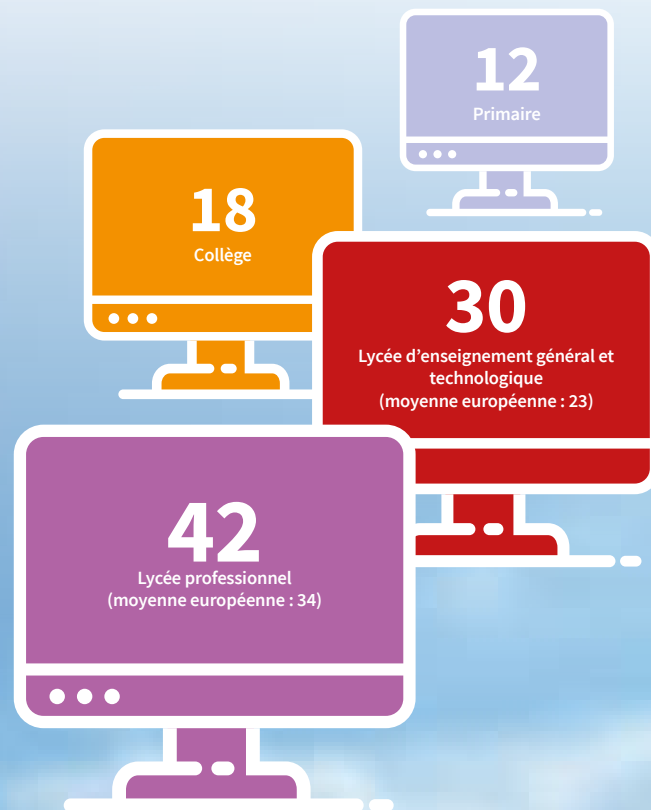
- ⇒ **200 millions de repas** servis chaque année par les Régions.
- ⇒ **76% des lycéens** ont accès à la cantine.

Gratuité des manuels scolaires

- ⇒ **1,4 million de lycéens** bénéficient de la gratuité.

Les Régions françaises à la pointe du numérique dans les lycées

Nombre moyen d'ordinateurs pour 100 élèves :



Source : Ministère de l'Éducation nationale – note d'information DEPP n°14, avril 2014.



EMPLOI, FORMATION ET APPRENTISSAGE

Au cœur des dispositifs d'accompagnement vers l'emploi, les Régions investissent toujours plus sur la formation professionnelle et l'apprentissage : +40% depuis 2006.

Les Régions et la formation tout au long de la vie

(en milliards d'euros)

	2006	2011	2016
Dépenses de fonctionnement	4,1 Md€	5,0 Md€	5,5 Md€
Dont formation professionnelle	1,7 Md€	2,1 Md€	2,6 Md€
Dont apprentissage	1,7 Md€	1,9 Md€	1,7 Md€
Dont sanitaire et social	0,7 Md€	1,0 Md€	1,1 Md€
Dépenses d'investissement	0,1 Md€	0,2 Md€	0,3 Md€

Sources : Comptes administratifs des Régions.

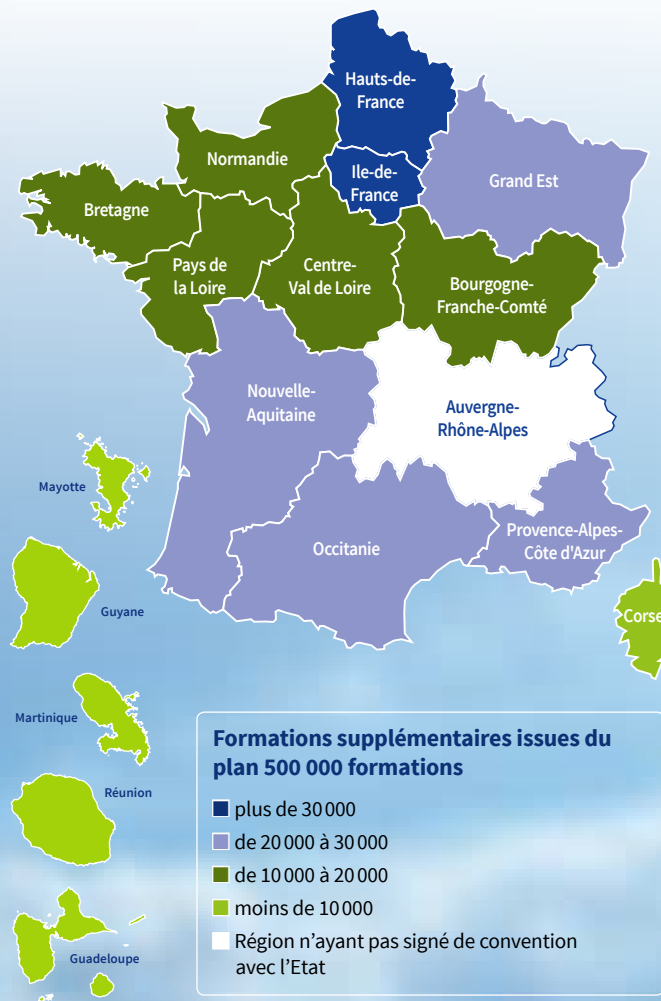
La formation professionnelle concentre près de **47% du budget** des Régions sur cette compétence. Piloté par les Régions, le plan **500 000 formations** pour les demandeurs d'emploi traduit la place forte qu'elles occupent sur cette politique.

Les Régions, premiers financeurs des formations pour les personnes en recherche d'emploi

Part des entrées en formation de personnes en recherche d'emploi par financeur (en 2013).



Sources : Sources : Dares (sur 643765 entrées en formation).



Sources : DGEFP



ECONOMIE, INNOVATION ET TOURISME

Renforcées dans leurs prérogatives économiques par la loi NOTRe, les Régions sont plus que jamais garantes du développement économique de leurs territoires. Elles y consacrent près de 2,5 milliards d'euros en 2016.

Un effort renforcé en matière de soutien économique et d'innovation (en milliards d'euros)

	2006	2011	2016
Dépenses d'accompagnement et de conseil	0,7 Md€	1,0 Md€	1 Md€
Dépenses d'investissement	1,0 Md€	1,1 Md€	1,4 Md€

Sources: Comptes administratifs des Régions.

Soutien des PME/ETI

- ⇒ **700 millions d'euros par an** d'aides ciblées aux PME/ETI, les aides ciblées étant un vecteur d'intervention plus efficace que les outils fiscaux pour favoriser l'innovation et la création d'emplois durables.
- ⇒ **20 000 entreprises** accompagnées.
- ⇒ **30 000 projets** soutenus.

Priorité à l'innovation

- ⇒ **25% de l'action économique** des Régions est consacrée à l'innovation (+56% par rapport à 2006).
- ⇒ Les Régions assurent **70% des politiques de recherche et développement** de l'ensemble des collectivités locales.
- ⇒ **50% du financement** des pôles de compétitivité.

Les Régions au cœur de l'attractivité touristique (en milliards d'euros)

	2006	2011	2016
Dépenses de fonctionnement	0,13 Md€	0,17 Md€	0,15 Md€
Dépenses d'investissement	0,12 Md€	0,10 Md€	0,12 Md€

Sources: Comptes administratifs des Régions.

- ⇒ **Près de 100 millions d'euros** de subventionnement en faveur des Comités Régionaux du Tourisme (CRT).
- ⇒ **Plus de 700 établissements par an** accompagnés au titre du soutien à l'hébergement.



ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les Régions et l'environnement (en milliards d'euros)

	2006	2011	2016
Dépenses de fonctionnement	0,14 Md€	0,22 Md€	0,23 Md€
Dépenses d'investissement	0,37 Md€	0,38 Md€	0,40 Md€

Sources : Comptes administratifs des Régions.

Le développement durable étant très transversal, il est difficile de chiffrer précisément le montant global des investissements régionaux sur cette compétence. Il faudrait pour cela identifier les lignes correspondantes au sein des sections Développement économique, Formation ou encore Recherche.

La nouvelle période de programmation des fonds européens, comme la nouvelle génération de contrats de plan Etat-Régions (CPER) permettent toutefois de mesurer la part grandissante du développement durable dans l'action des Régions. Ainsi, elles consacreront **plus de 1,7 milliard d'€ du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) à la transition énergétique d'ici 2020, soit 20,4% du total.**

CULTURE ET SPORT



Compétences partagées, la culture et le sport sont néanmoins des priorités de l'action des Régions, ces dernières assumant de plus en plus un rôle moteur en la matière. C'est ainsi près de 1 milliard d'euros qu'elles y consacrent par an.

La culture au cœur des politiques régionales (en milliards d'euros)

	2006	2011	2016
Dépenses de fonctionnement	0,45 Md€	0,50 Md€	0,52 Md€
Dépenses d'investissement	0,17 Md€	0,26 Md€	0,26 Md€

Sources : Comptes administratifs des Régions.

- ⇒ **38% de l'effort budgétaire** des Régions est réalisé en faveur du **spectacle vivant** devant le soutien au patrimoine (17%) et le cinéma et l'audiovisuel (11%).
- ⇒ **Plus de 1 000 œuvres cinématographiques** soutenues par an, plus de 17 000 jours de tournage.
- ⇒ Les Régions **1^{er} financeurs des Fonds régionaux d'art contemporain** (FRAC, 63% du budget).

La Région, nouvel acteur des politiques sportives

(en milliards d'euros)

	2006	2011	2016
Dépenses de fonctionnement	0,10 Md€	0,14 Md€	0,15 Md€
Dépenses d'investissement	0,10 Md€	0,17 Md€	0,12 Md€

Sources : Comptes administratifs des Régions.

Les Régions, pilotes des Centres de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportives (CREPS)

- ⇒ **17 CREPS** décentralisés à compter du 1^{er} janvier 2016
- ⇒ **100M€** de ressources
- ⇒ **1 250 agents**
- ⇒ **180 pôles** France hébergés
- ⇒ **Plus de 3 000 sportifs** accueillis
- ⇒ **Plus de 22 300 stagiaires** accueillis en formation pour **plus de 2,5 millions d'heures** stagiaires.



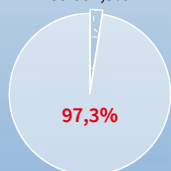
FONDS EUROPÉENS ET AGRICULTURE

Les Régions assurent la gestion (directe ou déléguée) de plus de 20 milliards d'euros de fonds européens au titre de la programmation 2014-2020.

Montants des fonds européens et pourcentage géré par les Régions

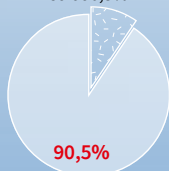
FEDER

(Fonds Européen de Développement Régional)
8,198 milliards d'euros,
soit 97,3%



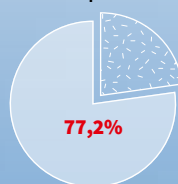
FEADER

(Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural)
10,31 milliards d'euros,
soit 90,5%



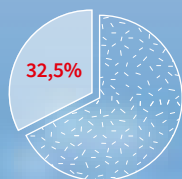
TOTAL

20,648 milliards d'euros,
soit 77,2% de fonds européens



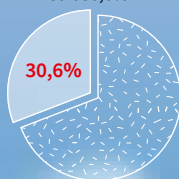
FSE

(Fonds Social Européen)
1,96 milliards d'euros,
soit 32,5%



FEAMP

(Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche)
180 millions d'euros,
soit 30,6%



A ces montants s'ajoutent les budgets gérés par les Régions au titre des programmes de coopération territoriale européenne.

Sources : Régions de France

La dépense agricole régionale (hors fonds européens)

(en milliards d'euros)

Agriculture (hors fonds européens)	2006	2011	2016
Dépenses de fonctionnement	0,13 Md€	0,15 Md€	0,16 Md€
Dépenses d'investissement	0,20 Md€	0,20 Md€	0,22 Md€

Sources : Comptes administratifs des Régions.



282 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris
Tél. : +33 (0)1 45 55 82 48 - Fax : +33 (0)1 45 50 20 38
E-mail : info@regions-france.org
www.regions-france.org